



**PRÉFET  
DE LA  
CÔTE-D'OR**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**dossier n° PC 021 231 24 R0102**

date de dépôt : 15 juillet 2024

demandeur : **UNIVERSITE de BOURGOGNE**

pour : - l'aménagement d'un local de stockage existant pour l'aménagement de la "salle blanche";  
- la création d'une extension pour mise en œuvre d'un sas à la "salle blanche";  
- l'aménagement d'une rampe métallique pour assurer le cheminement piéton sur la toiture terrasse notamment au droit des relevés maçonnés du joint de dilatation du bâtiment

adresse terrain : 6, boulevard GABRIEL, à DIJON (21000)

**ARRÊTÉ  
accordant un permis de construire  
au nom de l'État**

**Le préfet de la Côte-d'Or**

Vu la demande de permis de construire présentée le 15 juillet 2024 par l'Université de Bourgogne, représentée par M. THOMAS Vincent demeurant 15, rue Marcel BOUCARD, à Dijon (21000);

Vu l'objet de la demande :

- pour :
  - l'aménagement d'un local de stockage existant pour l'aménagement de la "salle blanche";
  - la création d'une extension pour mise en œuvre d'un sas à la "salle blanche";
  - l'aménagement d'une rampe métallique pour assurer le cheminement piéton sur la toiture terrasse notamment au droit des relevés maçonnés du joint de dilatation du bâtiment ;
- sur un terrain situé 6, boulevard GABRIEL, à DIJON (21000) ;
- pour une surface de plancher créée de 6 m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R. 421-16, R. 423-10, R. 423-24, R. 423-28 a), R. 423-66 et R. 424-2 c) ;

Vu le code du patrimoine et notamment ses articles L. 621-27, R. 621-61 et R. 621-63 à 68 ;

Vu les décrets et leur annexes n° 2011-573 et n° 2011-574, du 24 mai 2011 relatifs à la partie réglementaire du code du patrimoine (livres I à VI) ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2012 portant inscription au titre des monuments historiques de la Faculté des Sciences, située au 6, boulevard Gabriel, à DIJON (21) ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 19/12/2019, modifié en date du 01/05/2022 et mis à jour en date du 09/05/2023 ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt en date du 18/07/2024 ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 20/08/2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission consultative départementale de sécurité de l'arrondissement de Dijon en date du 23/09/2024 ;

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne / Monuments Historiques, en date du 30/09/2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1659/SG du 28 octobre 2024 donnant délégation de signature à Mme Florence LAUBIER, directrice départementale de Côte-d'Or ;

Vu l'arrêté n°1660 du 30 octobre 2024 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de Côte-d'Or.

Considérant que :

- le projet ne porte pas atteinte à la conservation de l'édifice ;
- que l'extension créée ainsi que les équipements techniques s'insèrent sous l'emprise des auvents existants, préservent la volumétrie et l'aspect du bâtiment ;
- que la rampe d'accès créée permettra de faciliter la circulation sur les toits-terrasses.

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

### **Article 2**

- Un échantillon de l'enduit de teinte RAL 1015 sera présenté pour validation aux agents de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) et de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP), assurant le contrôle scientifique et technique en amont de sa mise en œuvre ;
- le coloris des ventelles habillant l'équipement technique en façade sud devra aussi être validé en amont par les agents de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) et de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP), en charge du contrôle scientifique et technique .
- le châssis vitré créé pour apporter l'éclairage naturel dans l'extension devra être en métal afin de respecter l'unité de matériau des menuiseries sur l'ensemble du bâtiment Gabriel.

A DIJON, le 14 NOV. 2024

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Territoires,  
Le responsable du Service Urbanisme Connaissance et Appui aux Territoires



Frédéric SALINS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

